

Un tour de table au point mort à la sous-préfecture

*Vendredi
Platin
7h30*



Une cinquantaine de salariés des Papeteries de Malaucène se sont mobilisés devant la sous-préfecture de Carpentras, hier à 14 heures.

CARPENTRAS

« On ne nous respecte pas. Vous voulez vraiment que ça dégénère... », lance Thierry Georges, secrétaire de l'Union locale CGT de Vaison-La-Romaine et Malaucène.

Une cinquantaine de salariés des Papeteries de Malaucène se sont mobilisés devant la sous-préfecture de Carpentras, hier à 14 heures.

Une table ronde entre délégués du personnel, représentant de l'Etat, de la Région, de la Cove et l'expert mandaté par le CE était prévue afin de connaître les intentions de la société Schweitzer-Mauduit.

La colère des salariés est montée quand ils ont appris que leurs représentants n'étaient pas conviés.

« On est là pour faire des propositions. Nous ne som-

mes pas là pour contester. On veut juste se faire entendre », confie Gilles Lemasson, secrétaire départemental de la CGT.

Beaucoup se sont dits prêts à enfoncer la porte. Des menaces prises au sérieux par les hauts dignitaires de la sous-préfecture.

14 h 55, Marie-Gabrielle Philippe, sous-préfet de Carpentras, est venue les inviter à siéger sans toutefois pouvoir s'exprimer.

Beaucoup de bruit pour rien au sortir de cette réunion. Rien de tangible ne peut satisfaire les élus présents et les syndicats. « Les élus des collectivités territoriales ont bien demandé aux représentants de Schweitzer-Mauduit d'accorder un délai supplémentaire. Un sursis jusqu'à la fin de l'année afin de faciliter les démarches d'un éventuel re-

preneur », a expliqué Nadine Pérès, conseiller régional. Elle ajoute que les propriétaires de l'usine sont bien déterminés à retrouver un repreneur. Quelques 386 entreprises répondent à leurs critères et peuvent intéresser par le site du haut-Vaucluse.

A ce jour une seule centaine de lettres a été expédiée. Un nombre trop faible pour obtenir un résultat avant septembre qui sonnera le glas du site industriel.

Quant aux salariés, se sentant abandonnés, ils promettent un durcissement de leurs actions. « Nous n'avons plus rien à perdre. La réunion des commissions en vue du reclassement des employés du 10 juillet, on va s'en occuper comme il faut », promet Thierry Georges.

Riad DOUA
et Bruno ALBERRO